



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général Commun
des Bouches-du-Rhône**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

**Marché relatif à la fourniture de chèques cadeaux multi enseignes au bénéfice
des agents du ministère de l'intérieur affectés dans le département des Bouches-
du-Rhône**

SGC13-CHEQUESCADEAUX-2025

Le CCAG de fournitures courantes et services du 30 mars 2021 est applicable au présent marché.

Table des matières

| | |
|---|----|
| ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE..... | 3 |
| ARTICLE 2 – CONTENU DES PRESTATIONS..... | 3 |
| ARTICLE 3 – FORMALISME DES CHÈQUES..... | 3 |
| ARTICLE 4 – COMMANDE, DÉLIVRANCE DES CHÈQUES ET DELAI..... | 4 |
| ARTICLE 5 – REPORTING..... | 5 |
| ARTICLE 6 - REMBOURSEMENT DES CHÈQUES NON UTILISES..... | 5 |
| ARTICLE 7 – PROCÉDURE ET FORME DU MARCHE..... | 6 |
| ARTICLE 8 - DURÉE DU MARCHE | 6 |
| ARTICLE 9 – DOCUMENTS CONTRACTUELS..... | 6 |
| ARTICLE 10 – MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES..... | 7 |
| ARTICLE 11 – MODALITÉS ET CALENDRIER D'EXÉCUTION..... | 7 |
| ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ – TRAITEMENT À CARACTÈRE PERSONNEL..... | 7 |
| 12-1 Obligation de confidentialité..... | 7 |
| 12-2 Traitement des données à caractère personnel..... | 8 |
| 12-3 Gestion des fichiers utilisateurs des chèques cadeaux..... | 10 |
| ARTICLE 13 - PÉNALITÉS..... | 11 |
| ARTICLE 14 – MODALITÉS FINANCIÈRES..... | 11 |
| 14-1 Prix..... | 11 |
| 14-2 Modalités de paiements..... | 12 |
| 14-3 Service fait..... | 12 |
| 14-4 Intérêts moratoires..... | 13 |
| 14-5 Contenu des bons de commandes..... | 13 |
| 14-6 Avance..... | 13 |
| ARTICLE 15 – MODALITÉS DE FACTURATION..... | 13 |
| 15-1 Mentions obligatoires..... | 13 |
| 15-2 Transmission des factures..... | 14 |
| ARTICLE 16 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE..... | 14 |
| 16-1 Généralités..... | 14 |
| 16-2 Bilan émission de gaz à effet de serre..... | 15 |
| ARTICLE 17 – CLAUSE SOCIALE..... | 15 |
| ARTICLE 18 - DISPOSITIONS DIVERSES..... | 16 |
| 18-1 Langue..... | 16 |
| 18-2 Sous-traitance..... | 16 |
| 18-3 Secret des affaires..... | 16 |
| 18-4 Assurances..... | 17 |
| 18-5 Autres obligations administratives..... | 17 |
| ARTICLE 19 - RÉSILIATION..... | 17 |
| ARTICLE 20 - DIFFÉRENDS ET LITIGES..... | 18 |
| ARTICLE 21 - DÉROGATION CCAG FCS (Fournitures Courantes et Services)..... | 19 |

A – CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de chèques cadeaux multi enseignes distribués aux agents du ministère de l'Intérieur dans le cadre de l'action sociale dans le département des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 2 – CONTENU DES PRESTATIONS

Les prestations attendues incluent :

- La fourniture et la gestion de chèques cadeaux sous forme de titres cadeaux dématérialisés utilisables en plusieurs fois et dans plusieurs enseignes, et ce pour un même titre ;
- La mise à disposition des bénéficiaires des informations nécessaires à l'utilisation des chèques ainsi qu'une assistance et un système de relance auprès des agents en cas de non utilisation des chéquiers ;
- La réception et l'instruction des réclamations présentées par les bénéficiaires des chèques ;
- Le remboursement des chèques non distribués par l'acheteur et périmés ainsi que des titres non utilisés par les bénéficiaires dont la date de péremption est constatée ; les modalités de remboursement sont précisées à l'article 6 du présent document ;
- La mise à disposition de l'acheteur de données de reporting ;
- La mise à disposition de l'acheteur d'un système d'aide en ligne.

ARTICLE 3 – FORMALISME DES CHÈQUES

Les titres dématérialisés doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- la valeur faciale modulable (cf article 4) ;
- avec une solution de re matérialisation, pour l'ensemble des titres dématérialisés qui sont dressés aux agents par voie électronique ;
- Le réseau d'utilisation doit être multi enseignes, pour permettre de couvrir l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que les départements limitrophes de cette région ;
- être utilisables dans les enseignes physiques ou sur leur site de e-commerce lors de commande via internet ;
- Des rayons ne sont pas éligibles : l'alimentation générale et les énergies.
- être sécables, c'est-à-dire utilisables en plusieurs fois ; et sur plusieurs enseignes pour un même titre ;
- être distribuables sans montant minimum ou avec un montant minimum conforme au montant le plus bas offert par événement (10 euros en 2025) ;
- être expédiés non actifs ;
- avoir une durée de validité d'un an à compter de sa délivrance à l'agent.

Par ailleurs, il appartient au candidat, lors de sa remise d'offre, de présenter dans le détail les spécificités de la (des) solution(s) dématérialisées qu'il propose.

Chaque chèque comporte également les informations suivantes :

- sa valeur faciale ;
- sa date d'émission ;
- sa date limite de validité (cf ci-dessus) ;
- la liste des enseignes dans lesquelles il peut être utilisé (pouvant figurer en annexe).

ARTICLE 4 – COMMANDE, DÉLIVRANCE DES CHÈQUES ET DELAI

Les commandes du service acheteur sont organisées par le bureau de l'action sociale du secrétariat général commun des Bouches-du-Rhône situé au sein de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Ce service doit pouvoir déterminer à la commande :

- la valeur faciale, modulable à l'euro près ;
- le nombre d'unité à délivrer ;
- les adresses mails des agents concernés ;
- la destination et les univers d'achat en fonction de l'événement concerné ;
- le pourcentage de remise éventuellement accordé par le titulaire et indiqué dans le bordereau des prix unitaires.

La commande est effectuée par mail auprès du titulaire par le bureau de l'action sociale.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à :

- valider la commande adressée par le bureau de l'action sociale, ou la renvoyer pour modification, dans les deux (2) jours ouvrés qui suivent la date d'envoi ;
- exécuter la commande, après validation, dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrables ; la date d'exécution étant la date d'envoi aux agents bénéficiaires des titres ou celle de l'envoi des cartes cadeaux au bureau de l'action sociale.

Le planning prévisionnel, ce planning n'engageant pas l'acheteur, est le suivant :

Fin octobre : commande des chèques cadeau pour environ 4 000 agents sous forme de trois commandes principales ;

Mi novembre : envoi des chèques par le titulaire aux agents ;

Mi novembre – Mi décembre : commandes éventuelles de chèques cadeau supplémentaire pour les agents nouvellement affectés.

Les chèques sont fournis sous forme de titres dématérialisés adressés aux bénéficiaires par voie électronique et ce en fonction des commandes effectuées par l'acheteur.

Attention, avant tout envoi massif vers les boîtes de messagerie indiquées, le titulaire doit informer au préalable l'acheteur.

Le titulaire doit permettre au service passant les commandes (BAS) d'avoir un suivi et un reporting des chèques commandés et distribués mais aussi du traitement des anomalies détectées (absence de réception du chèque).

Rematéralisation des chèques cadeaux :

Le titulaire doit prévoir la possibilité de re matérialisation du chèque cadeau à la demande de l'agent. Cette rematéralisation peut faire l'objet d'une retenue d'un montant précisé dans son offre pour couvrir les frais afférents à cette rematéralisation et envoi.

Hypothèse de non distribution d'un chèque

Le titulaire assure la distribution des chèques. En cas de réclamation par l'un des bénéficiaires (non réception du chèque), il prend les mesures nécessaires pour en assurer la distribution effective dans un délai de cinq jours ouvrés.

ARTICLE 5 – REPORTING

Avant le 31 décembre de chaque année, le titulaire fournit, par l'intermédiaire de la plateforme à l'acheteur une restitution globale des commandes exécutées l'année précédente, précisant :

- le nombre de chèques commandés et la valeur faciale ;
- le nombre de re-matéralisations demandées par les agents ;
- le nombre de chèques activés, utilisés et les montants remboursés ;
- le nombre de chèques non activés ainsi que l'identité des agents concernés.

A tout moment, le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

ARTICLE 6 - REMBOURSEMENT DES CHÈQUES NON UTILISES

Au 31 décembre et sur la base du reporting, le titulaire doit rembourser à l'administration le montant des chèques périmés, non utilisés ou utilisés partiellement. Dans ce dernier cas, le montant non utilisé est remboursé uniquement s'il est supérieur à deux euros TTC.

Le titulaire indique au bordereau des prix les frais liés à ces opérations de remboursement et qui sont déduits dudit remboursement.

Le remboursement est effectué par titre de perception avant le 30 juin de chaque année.

B – CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 7 – PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ

L'accord-cadre est passé selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 2° du code de la commande publique.

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire, il s'exécute par l'émission de bons de commande conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 350 000 €HT sur trois ans.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils s'exécutent même après la fin de l'accord cadre.

ARTICLE 8 - DURÉE DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois, à compter de sa date de notification.

Il est renouvelable deux fois par tacite reconduction par période de 12 mois. La décision de ne pas prolonger doit parvenir au titulaire au moins trois mois avant la date anniversaire, par messagerie sécurisée du profil acheteur.

Le présent accord cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum précité est atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

ARTICLE 9 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché, dans leurs versions définitives, sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et les avenants postérieurs à la notification de l'accord cadre ;
- Les marchés subséquents et les bons de commande émis ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) et toute annexe le complétant.

Toute clause portée dans les tarifs ou dans toute documentation, contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent accord cadre, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur l'accord cadre.

Le CCAG FCS étant réputé connu n'est pas joint au présent marché, mais il peut être consulté sur le site internet :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

ARTICLE 10 – MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 – MODALITÉS ET CALENDRIER D'EXÉCUTION

Dès la notification du marché, le bureau de l'action sociale peut organiser avec le titulaire du marché une réunion de lancement dans les locaux de la préfecture des Bouches-du-Rhône ou en visioconférence. Elle a pour objet de permettre au titulaire de mettre en place l'organisation et les moyens à mettre en œuvre pour exécuter les prestations.

Le bureau de l'action sociale arrête avec le titulaire le calendrier et les modalités des opérations nécessaires au lancement et au déploiement de la prestation. Il convient alors de déterminer la procédure à mettre en œuvre en vue d'assurer une protection accrue de l'identité des agents du ministère de l'Intérieur. À cet égard, le transfert des données nécessaires à la distribution et à la gestion des chèques aura lieu par le biais d'un outil de chiffrement préconisé par le service informatique de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Le prestataire s'engage à utiliser cet outil pour chaque commande passée.

En outre, chaque candidat, lors de sa remise d'offre, doit présenter dans le détail la ou les solutions qu'il propose pour assurer une protection accrue de l'identité des agents bénéficiaires de chèques.

ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ – TRAITEMENT À CARACTÈRE PERSONNEL

12-1 Obligation de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations auxquelles il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Le titulaire s'engage à procéder, en fin de marché, à la destruction de tous les fichiers stockant les informations détenues pour son exécution.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

12-2 Traitement des données à caractère personnel

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et notamment toutes les obligations découlant de l'article 28 dudit Règlement. Le Titulaire s'engage notamment, mais pas uniquement, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s), objet du présent marché, indiquées par le Pouvoir Adjudicateur ;
- ne traiter les données que sur instruction documentée du Pouvoir Adjudicateur, y compris en ce qui concerne les transferts de données personnelles vers un pays tiers ou à une organisation internationale, et de démontrer les garanties suffisantes permettant de réaliser de tels transferts ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en vertu du présent Marché, s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- prendre toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 (Sécurité du traitement) du Règlement général sur la protection des données dit « RGPD » ;
- aider le Pouvoir Adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du RGPD ;
- aider le Pouvoir Adjudicateur à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du Titulaire ;
- selon le choix du Pouvoir Adjudicateur, supprimer toutes les données à caractère personnel ou les renvoyer au Pouvoir Adjudicateur au terme de la prestation de services, et détruire les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel ;
- mettre à la disposition du Pouvoir Adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de toutes les obligations prévues par le RGPD, des obligations spécifiques prévues par le présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Pouvoir Adjudicateur ou un autre auditeur qu'il aura mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le Titulaire considère qu'une instruction du Pouvoir Adjudicateur constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données, il en informe immédiatement ce dernier. Par ailleurs, le Titulaire s'engage à faire respecter par ses personnels, préposés ou sous traitants toutes les obligations résultant du Règlement Européen.

Le Titulaire fait uniquement appel à des sous-traitants ultérieurs qui présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Le Titulaire s'engage à vérifier que ses sous-traitants présentent des garanties suffisantes en matière de protection des données, notamment en termes de connaissances spécialisées, de fiabilité et de ressources pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, y compris en matière de sécurité du traitement. Les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans le présent Marché sont imposées à ses sous-traitants par le moyen d'un contrat ou de tout autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD.

Lorsque ses sous-traitants ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le Pouvoir Adjudicateur de l'exécution par son ou ses sous-traitants de ses obligations.

De plus, le Titulaire s'engage à prendre et documenter les moyens de contrôle permettant d'assurer l'effectivité des garanties offertes par lui-même et ses sous-traitants en matière de protection des données. Ces garanties incluent notamment :

- le chiffrement des données selon leur sensibilité ou à défaut l'existence de procédures garantissant un accès restreint et sécurisé aux données qui lui sont confiées ;
- le chiffrement des transmissions de données (ex. connexion de type HTTPS, VPN, etc.) ;
- des garanties en matière de protection du réseau, de traçabilité (journaux, audits), de gestion des habilitations, d'authentification, etc.

Il est en outre rappelé que la réglementation sur la commande publique et notamment le CCAG-FCS imposent la signature d'un contrat de sous-traitance ainsi que sa communication, sur demande, au Pouvoir Adjudicateur. Ce contrat devra contenir, au titre des garanties exigées par le Pouvoir Adjudicateur :

- la confidentialité des données personnelles confiées ;
- des contraintes minimales en matière d'authentification des utilisateurs ;
- les conditions de restitution et/ou de destruction des données en fin du contrat ;
- les règles de gestion et de notification des incidents.

Le Titulaire s'engage à respecter la plus stricte confidentialité sur les données personnelles qui lui seront transmises ou qu'il récoltera dans le cadre des présentes. Il n'autorisera l'accès à ces données qu'à un nombre limité de personnes qualifiées, sensibilisées et formées à la sécurité des données et ayant besoin des dites données. Il s'engage à faire respecter cette obligation par ses propres salariés ainsi que par ses propres sous-traitants. Le Titulaire ne sera pas autorisé, pour le besoin des présentes, et notamment pour le stockage, même temporaire, de données, d'utiliser des stockages externes de type « cloud », sans avoir à minima obtenu des garanties corrélées à la localisation géographique effective des données.

En matière de sécurité sur le traitement des données, le titulaire met au moins en œuvre les mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des données à caractère personnel. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données (violation de données à caractère personnel). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, les parties tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les personnes concernées.

La modification des mesures techniques et organisationnelles déployées pour le traitement doit être autorisée préalablement par l'acheteur. Quelle que soit la modification apportée, le titulaire doit garantir un niveau de sécurité au moins équivalent entre les nouvelles mesures et les anciennes mesures.

Le Titulaire s'engage à faire remonter au Pouvoir Adjudicateur toute découverte de faille de sécurité ou d'incident de sécurité intervenant sur ses systèmes ou dans ceux de ses sous-traitants à qui il imposera la même contrainte et ce, dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, lorsqu'il s'agit d'une violation de données à caractère personnel.

Le Titulaire s'engage à accepter la réalisation d'audit sur les méthodes et moyens de sécurité ainsi que sur les moyens de traitement et de stockage des données qui lui sont confiées et imposera cette même acceptation à ses propres sous-traitants.

Le traitement des données fournies par l'acheteur sont également encadrées par la finalité même du traitement et dans une certaine durée de traitement.

Ainsi, le titulaire ne traite ces données que dans la finalité de l'objet du marché.

Le traitement des données par le titulaire n'a lieu que pendant la durée du marché et au maximum jusqu'à 12 mois après la fin du marché. A la fin de cette période, les données personnelles de l'acheteur et des agents concernés doivent être effacées.

12-3 Gestion des fichiers utilisateurs des chèques cadeaux

Pour des raisons de sécurités, le titulaire propose toutes dispositions permettant d'anonymiser les identités des agents du ministère de l'Intérieur.

Les fichiers utilisateurs constitués des adresses personnelles ou professionnelles des agents ne doivent pas servir à des listes de diffusion de publicités ou être cédés.

Toute atteinte à ce principe entraîne la résiliation immédiate de l'accord cadre sans indemnité, indépendamment des sanctions civiles ou pénales qui peuvent être encourues.

ARTICLE 13 - PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Le montant de cette pénalité est plafonné à 20% du montant de la commande concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées dès le premier euro.

| | |
|--|--|
| Non respect des délais prévus à l'article 4 | $P = (V \times R) / 300$ P = montant de la pénalité en €HT V = montant TTC de la commande concernée R = le nombre de jours ouvrés de retard |
| Non respect des modalités de remboursement | 50 € HT par non respect constaté |
| Non transmission tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail à l'adresse suivante : http://www.e-attestations.fr | 100 € HT par non respect constaté |
| Non transmission du BEGES | 50€ HT par jour de retard |
| Non respect de la clause sociale | 500€ HT par mois de retard à partir du délai de 6 mois |
| Non respect des autres clauses du marché | 50€ HT par constat |

ARTICLE 14 – MODALITÉS FINANCIÈRES

14-1 Prix

Le prix du marché est unitaire, par chèque commandé et chargé. Le prix de revient unitaire est constitué :

- du montant de la valeur faciale déterminée à la commande ;
- augmenté des frais ou éléments de rémunération de la prestation ;
- diminué le cas échéant du montant de la remise à la commande consentie par le titulaire.

Ce prix est indiqué sur le bordereau de prix unitaire par le titulaire.

Ce prix est indiqué pour 1 € TTC de valeur faciale. Le chèque étant modulable à l'euro prêt, pour connaître le montant d'un chèque, l'acheteur multiplie le montant HT indiqué par le titulaire dans le BPU par le montant de la valeur faciale désirée.

Les frais et éléments de rémunération de la prestation comprennent l'ensemble des prestations prévues dans le présent document, et notamment :

- l'ensemble des prestations d'assistance au bénéficiaire et à l'acheteur ;
- les frais de rematérialisation à la demande de l'agent bénéficiaire sont imputés sur le montant de la valeur faciale du chèque. Le montant est précisé dans l'offre du titulaire et l'information est donnée lors de la demande de rematérialisation.

Ce prix est ferme pour la durée totale du marché. Il est établi hors taxes et toutes taxes incluses avec indication du taux de TVA applicable.

14-2 Modalités de paiements

L'acheteur se libère des sommes dues au titre du marché par virement effectué sur le compte désigné par le titulaire. Le comptable public assignataire de la dépense est le Directeur régional des finances publiques de la région PACA.

Le candidat retenu sera payé par mandat administratif, par le comptable assignataire désigné à l'acte d'engagement.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article L 2192-10 du code de la commande publique et selon les dispositions du décret n° 2002-232 du 21 février 2002 modifié relatif à la mise en oeuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics. Ainsi, le délai global de paiement ne peut excéder trente (30) jours, en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

14-3 Service fait

L'acheteur se libère des sommes dues au titre de l'accord-cadre par virement effectué sur le compte désigné par le titulaire, après service fait.

À cet effet, le prestataire doit fournir au bureau de l'action sociale, par commande de titres dématérialisés, un état d'envoi nominatif des titres adressés de manière dématérialisée et des montants chargés. Le paiement ne pourra intervenir qu'après réception de cet état permettant d'attester du service fait.

14-4 Intérêts moratoires

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement ne peut excéder trente jours (30) à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date de la décision d'admission si celle-ci lui est postérieure.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivée suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit pour le titulaire du marché et ses éventuels sous traitants payés directement, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L. 2192-13 est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire est prévue pour frais de recouvrement, celle-ci est fixée à 40€ conformément à l'article D.2192-35 du code de la commande publique.

14-5 Contenu des bons de commandes

Tous les bons de commande comprennent à minima les indications suivantes :

- Le nom du titulaire et la référence de l'accord cadre ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- L'identification de l'ordonnateur émetteur de la commande ;
- Le nom et l'adresse précise de livraison des prestations ;
- Les modalités et adresse de facturation ;
- La désignation des items commandés ;
- Le montant total HT, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC, le cas échéant.

14-6 Avance

Il n'est pas prévu d'avance.

ARTICLE 15 – MODALITÉS DE FACTURATION

15-1 Mentions obligatoires

Les factures doivent porter, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- les noms, le n° de SIRET et l'adresse du titulaire ;

- son numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché et sa date de notification ;
- le numéro du bon de commande ;
- la description des prestations faisant l'objet de la facture ;
- le prix total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC ;
- la date de la facture.

15-2 Transmission des factures

Les factures doivent parvenir de façon dématérialisée sur le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises titulaires de marchés publics et leurs sous traitants bénéficiant d'un paiement direct doivent obligatoirement adresser leurs factures sous format électronique via le portail Chorus Pro.

La transmission dématérialisée des factures doit être effectuée conformément aux dispositions du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facture électronique. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission dématérialisée des factures :

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> rubrique « nous contacter ».

La dernière facture présentée dans le cadre de ces prestations correspond à la facture de solde.

ARTICLE 16 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

16-1 Généralités

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable de la puissance publique.

A ce titre, le titulaire veille, dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui incombent, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Il doit être en mesure d'en justifier par écrit, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit dans la mesure du possible adopter les pratiques favorables à la réduction de l'émission de gaz polluants ou à effet de serre, en particulier le CO₂, par exemple en formant son personnel à l'éco conduite ou encore en disposant d'une flotte de véhicule de moins de trois ans. Le matériel proposé doit être performant sur le plan énergétique et participer à la réduction des consommations énergétiques.

Conformément aux dispositions de l'article L.1431-3 du code des transports, le titulaire doit fournir au bénéficiaire de la prestation une information relative à la quantité de gaz à effet de serre émise par le ou les modes de transport utilisés pour réaliser cette prestation. Le champ et les modalités d'application de cette disposition, notamment le calendrier de leur mise en œuvre selon la taille des entreprises de transport, les méthodes de calcul des émissions de gaz à effet de serre et la manière dont le bénéficiaire de la prestation est informé sont fixés par voie réglementaire.

La méthode de calcul énoncée à l'article L.1431-3 du code précité est exposée aux articles D.1431-1 et D.1431-23 du même code et reprise dans le Guide méthodologique du ministère de la transition écologiques aux pages 20 et 21.

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Info%20GES_Guide%20%C3%A9thodo.pdf

16-2 Bilan émission de gaz à effet de serre

Selon l'article L. 229-25 du code de l'environnement l'établissement d'un BEGES est obligatoire tous les quatre ans pour :

- les entreprises de plus de 500 salariés en métropole
- les entreprises de plus de 250 salariés en outre-mer

Le décret n° 2022-982 du 1^{er} juillet 2022 rend possible l'établissement d'un bilan consolidé des émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble des sociétés d'un groupe. Il modifie le périmètre des émissions obligatoirement prises en compte dans l'établissement du bilan d'émissions.

Le titulaire doit transmettre son bilan à l'acheteur dans les 6 mois suivant la notification du marché faute de quoi il s'expose à l'application de pénalités prévues au présent CCP.

ARTICLE 17 – CLAUSE SOCIALE

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables et de lutte contre les exclusions, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause d'insertion sociale, dans les conditions définies aux articles 16.1 et suivants du CCAG FCS relatifs à la clause sociale d'insertion.

Il sera donc obligatoirement réservé à l'occasion de l'exécution du présent marché, une part des heures travaillées dans le cadre de l'insertion professionnelle.

Les modalités de mise en œuvre des dispositions sociales sont précisées en annexe de l'acte d'engagement.

En cas de non-respect de ces dispositions, les pénalités décrites au présent CCP s'appliquent.

ARTICLE 18 - DISPOSITIONS DIVERSES

18-1 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

18-2 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent accord cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'administration les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de l'accord-cadre. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant. En plus de ce formulaire, le titulaire fait signer à chaque sous-traitant un engagement de confidentialité dont le formulaire est fourni par le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur, en cas d'accord, accepte le sous-traitant proposé et agréé ses conditions de paiement.

La sous-traitance ne peut porter que sur des domaines qui ne relèvent pas des compétences propres du titulaire liées à l'exercice de sa profession.

Conformément à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, le titulaire de accord-cadre est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande.

18-3 Secret des affaires

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du Code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à

maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

18-4 Assurances

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Ces documents sont transmis par le titulaire ou son sous traitant sur la plate forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr>

18-5 Autres obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr>

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION

L'accord cadre peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG FCS. La procédure d'exécution aux frais et risques peut être mise en œuvre.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Dans ce cas, cette décision est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, sans mise en demeure aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Outre les cas de résiliation précédents, l'accord cadre peut être résilié du fait de la notification de trois pénalités sur une période de 6 mois à partir de la première pénalité.

A partir de la date de résiliation de l'accord cadre, aucun marché subséquent ne pourra être de nouveau conclu sur la base de cet accord cadre.

ARTICLE 20 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

L'accord cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ce contrat.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, le pouvoir adjudicateur et chaque titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2397-1 à R.2397-4 du code de la commande publique.

Le médiateur des entreprises, en tant que tierce partie sans pouvoir décisionnel, aide les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises peut être saisi en ligne sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Marseille.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif de Marseille est seul compétent.

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par les articles D.211-5, D.211-6, D.211-6-1 et R.211-7 du code de l'organisation judiciaire.

ARTICLE 21 - DÉROGATION CCAG FCS (Fournitures Courantes et Services)

Les dérogations au CCAG FCS détaillées dans les articles du présent document sont les suivantes :

| Articles du présent CCP | Articles du CCAG FCS auquel il est fait dérogation |
|-------------------------|--|
| Article 9 | Article 4.1 |
| Article 13 | Article 14.1.3 |
| Article 19 | Article 41 |
| Article 19 | Article 42 |